



Comité Protestant évangélique pour la Dignité Humaine

« Le recrutement, le transport, le transfert, l'hébergement ou l'accueil d'un enfant aux fins d'exploitation sont considérés comme une « traite des êtres humains » même s'ils ne font appel à aucun recours à la force ou d'autres formes de contraintes »

Convention du Conseil de l'Europe sur la lutte contre la traite des êtres humains (Varsovie le 16 mai 2005)

Idées reçues sur la traite des enfants en France

VRAI OU FAUX ?

- | | | |
|---|---|---|
| <p>1 Est enfant toute personne ayant moins de 18 ans, comme indiqué dans la Convention internationale des droits de l'enfant.</p> <p><input type="checkbox"/> VRAI <input type="checkbox"/> FAUX <input type="checkbox"/> Ne sais pas</p> | <p>5 Des enfants contraints par des adultes à commettre des vols ou d'autres délits sont des victimes. Ils doivent être protégés et accompagnés.</p> <p><input type="checkbox"/> VRAI <input type="checkbox"/> FAUX <input type="checkbox"/> Ne sais pas</p> | <p>9 Les trafiquants d'êtres humains contraignent souvent leurs victimes – même mineures – à rembourser de lourdes dettes (paiement d'un voyage, d'un logement, etc.).</p> <p><input type="checkbox"/> VRAI <input type="checkbox"/> FAUX <input type="checkbox"/> Ne sais pas</p> |
| <p>2 En France, les cas de traite de mineurs sont extrêmement rares. Cette triste réalité concerne d'autres pays.</p> <p><input type="checkbox"/> VRAI <input type="checkbox"/> FAUX <input type="checkbox"/> Ne sais pas</p> | <p>6 Un migrant clandestin ayant eu recours à un ou des passeurs ne doit pas être assimilé à une victime de traite des êtres humains.</p> <p><input type="checkbox"/> VRAI <input type="checkbox"/> FAUX <input type="checkbox"/> Ne sais pas</p> | <p>10 Dans certaines communautés, contraindre les enfants à mendier ou à voler, ou à travailler au profit d'adultes relève de traditions culturelles.</p> <p><input type="checkbox"/> VRAI <input type="checkbox"/> FAUX <input type="checkbox"/> Ne sais pas</p> |
| <p>3 Les mineurs victimes de traite sont peu demandeurs d'un accompagnement protecteur. Ils font souvent échec à toute protection.</p> <p><input type="checkbox"/> VRAI <input type="checkbox"/> FAUX <input type="checkbox"/> Ne sais pas</p> | <p>7 Pour protéger un enfant victime de traite, il suffit d'arrêter et de condamner l'adulte ou les adultes qui l'exploitent.</p> <p><input type="checkbox"/> VRAI <input type="checkbox"/> FAUX <input type="checkbox"/> Ne sais pas</p> | |
| <p>4 En cas de doute sur l'âge d'un jeune et sur sa minorité, il est prévu dans la loi française, que ce dernier doit toujours être considéré comme un mineur et protégé en conséquence.</p> <p><input type="checkbox"/> VRAI <input type="checkbox"/> FAUX <input type="checkbox"/> Ne sais pas</p> | <p>8 Un enfant victime de traite doit d'abord dénoncer ses exploiters s'il veut être aidé.</p> <p><input type="checkbox"/> VRAI <input type="checkbox"/> FAUX <input type="checkbox"/> Ne sais pas</p> | |

« Si quelqu'un scandalisait un de ces petits qui croient en moi, il vaudrait mieux pour lui qu'on suspendît à son cou une meule de moulin, et qu'on le jetât au fond de la mer » Jésus, évangile de Matthieu 18 v. 5

RÉPONSES

Idées reçues sur la traite des enfants en France

1 VRAI

L'article 1 de la Convention internationale des droits de l'enfant précise qu'« Au sens de la présente Convention, **un enfant s'entend de tout être humain âgé de moins de dix-huit ans**, sauf si la majorité est atteinte plus tôt en vertu de la législation qui lui est applicable. »

2 FAUX

En 2016, si nous n'avons pas de statistiques permettant de quantifier les mineurs victimes de la traite, **on constate néanmoins que la France est particulièrement touchée par ce phénomène**. Les mineurs victimes de la traite sont principalement exploités à des fins de commettre des délits (vol à la tire, cambriolages) et de prostitution. Dans le contexte de la crise migratoire actuelle, l'arrivée de mineurs non accompagnés risque d'aggraver ce phénomène dans la mesure où de part leurs vulnérabilités, ce sont des victimes potentielles.

3 FAUX

Les exploiters mettent bien sûr en place des stratégies pour récupérer ces jeunes – en particulier les mineurs contraints à commettre des délits. Ces jeunes subissent des pressions et des menaces de représailles forts de la part de leur exploiteur envers eux-mêmes ou leur famille. D'où la nécessité pour les éducateurs d'être au plus près des réalités de ces jeunes et de bien connaître les processus d'emprise et de dépendance pour y répondre et les mettre en confiance. **Une prise en charge adaptée suppose des équipes bien formées à l'accueil de ces mineurs, travaillant étroitement avec les différentes administrations et associations.**

4 VRAI

La France s'est engagée à accorder le bénéfice de la minorité à un jeune en cas de doute sur sa minorité, en application de l'article 10§4 de la Convention du Conseil de l'Europe du 16 mai 2005. On constate néanmoins que cette présomption de minorité n'est pas toujours assurée. De plus, bien que non identifiés comme mineurs, ces jeunes ne sont pour autant pas considérés comme majeurs et ne peuvent bénéficier d'aucun dispositif de protection. Leur vulnérabilité aux risques de traite est extrême.

5 VRAI

Ces mineurs contraints à commettre des délits **sont très rarement pris en charge sous l'angle de la protection des victimes** et trop souvent traités comme « des délinquants ». Ils sont victimes d'une double peine.

6 VRAI

La traite des êtres humains et le trafic illicite de migrants sont deux réalités bien différentes. **Un migrant clandestin ne peut pas être assimilé à une victime de traite des êtres humains.** Mais l'extrême vulnérabilité des migrants – qui plus est s'ils sont mineurs – et les mécanismes d'endettement liés aux déplacements peuvent entraîner des situations de traite sous couvert de dettes à rembourser ou d'une pseudo-protection.

7 FAUX

Les poursuites engagées contre les exploiters et les réseaux de traite doivent être indissociables de la protection des victimes. **Rétablir ces enfants dans leurs droits fondamentaux** est la meilleure manière de faire échec aux réseaux criminels ou aux individus malveillants qui les exploitent, tarissant ainsi les profits qu'ils en retirent. Cela permet aussi de réduire la vulnérabilité de ces jeunes face aux risques de traite des êtres humains ou de revictimation. Enfin cela leur permet de se reconstruire et d'obtenir réparation des graves préjudices qu'ils ont subis.

8 FAUX

Un mineur victime ou potentielle victime de traite doit dans tous les cas recevoir une **protection inconditionnelle**.

9 VRAI

C'est une des formes fréquente de contrainte exercée par les exploiters sur les victimes de traite des êtres humains. La pratique de taux usuraires rend le remboursement de la dette parfois quasiment impossible. **Toute une famille – enfants compris – peut ainsi tomber sous la coupe des exploiters.**

10 FAUX

La situation d'enfants victimes de traite des êtres humains n'est pas une problématique spécifique à leurs pays d'origine et l'exploitation alléguée n'est pas une forme d'éducation courante dans ces pays.

Cette vision est discriminatoire : ces phénomènes de traite des mineurs relevant dans tous les cas et d'où qu'ils viennent de pratiques déviantes et criminelles de groupes minoritaires.

Extraits du livret « #INVISIBLES » publié par le collectif « ensemble contre la traite des êtres humains », dont le CPDH est membre. 2016

Les différents traumatismes subis par les enfants victimes de la traite des êtres humains : le développement physique, mental et émotionnel des enfants victimes de la traite des êtres humains qui est impacté sans compter les faibles perspectives professionnelles à l'âge adulte du fait du manque de scolarisation.

Que faire ? Le CPDH tient à votre disposition une fiche guide pour identifier et signaler les enfants victimes de traite. Dans tous les cas, **oser un regard bienveillant sur le/la jeune ; ne pas chercher à l'interroger sur les donneurs d'ordre** ; prendre contact avec des associations ou structures spécialisées pour orienter le jeune ; l'accompagner dans ces démarches sans le mettre en danger (car il peut être soumis à des représailles ou déplacé dans une autre région ou un autre pays). Partagez avec lui la bonne nouvelle de l'Evangile et parlez-lui de Jésus, lui aussi a été maltraité (le jeune pense naturellement que personne ne peut comprendre sa souffrance et imagine que personne ne peut rien pour lui). **Opérer un signalement à la police ou à la gendarmerie.**

CPDH
contact@cpdh.eu
Tél. 03 67 07 85 39
www.cpdh.eu

